

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 30 AVRIL 2019

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-neuf, le trente avril, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD,
maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Michel PEDURAND (à partir du point 2, adressage), Brigitte LEVEUR (à partir du point 7, adoption du chantier jeunes) Fabienne TREZEGUET DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Jean-Pierre PIBOYEUX, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Patrick PIAZZON,

Étaient absents : MM. Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Catherine LARRIEU, Nicole MOSCHION.

Pouvoirs de vote :

Mme BEYRET TRESEGUET à Mme DE MACEDO
Mme SASSI à M. CADAYS
Mme MACARIO DE OLIVEIRA à M. SAUVAUD
Mme KAZAOUI à Mme LEVEUR
Mme SAMANIEGO à M. GUIHARD
M. LACRAMPE MOINE à M. GIRARDI
Mme LARRIEU à Mme CAMPOY MARTINEZ
Mme MOSCHION à M. PIAZZON

Monsieur Youssef SADIR a été élu secrétaire de séance.

AFFAIRES GÉNÉRALES

Approbation de l'extension du périmètre et de l'actualisation des compétences transférées au Syndicat Eau 47 à compter du 1^{er} juillet 2019 et de la modification statutaire du Syndicat Eau 47

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5211-18 et L.5211-20 concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des EPCI, rendus applicables aux syndicats mixtes fermés par renvoi opéré de l'article L.5711-1 du même code ;

VU les Statuts du Syndicat Eau47, approuvés par l'Arrêté inter-préfectoral n°47-2018-12-28-007 et n°82-2018-12-21-003 du 28 décembre 2018, et en particulier :

- L'article 1 notamment à la forme juridique du syndicat,
- L'article 2.2 relatif à la gestion des services de l'eau potable et/ou de l'assainissement collectif et/ou non collectif (compétences optionnelles à la carte) ;

VU la délibération prise par la commune de CALONGES en date du 8 mars 2019 sollicitant le transfert de sa compétence « Assainissement collectif », au 1^{er} juillet 2019 ;

VU la délibération du Syndicat Eau47 n°19_054_C du 28 mars 2019 approuvant l'évolution du périmètre et l'actualisation des compétences transférées à compter du 1^{er} juillet 2019 ;

VU la délibération du Syndicat Eau47 n°19_055_C du 28 mars 2019 relative à l'ajout d'une activité complémentaire de maîtrise d'œuvre ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser le périmètre du Syndicat Eau 47, et ses statuts,

CONSIDÉRANT que le Syndicat Eau 47 a consulté l'ensemble de ses membres par courrier du 29 mars 2019,

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DONNE** son accord pour l'élargissement du territoire syndical d'Eau47 dans le cadre de l'article 2.1 de ses statuts, à compter du 1^{er} juillet 2019 à la commune de CALONGES,
- **DONNE** son accord pour les transferts de compétences par la collectivité dans le cadre de l'article 2.2 de ses statuts, à compter du 1^{er} juillet 2019 selon le détail ci-dessous :

Commune	Compétences transférées		
	AEP	AC	ANC
CALONGES	Déjà à Eau 47	X	Déjà à Eau47

- **VALIDE** les statuts du Syndicat Eau47 à effet du 1^{er} juillet 2019 et notamment leur annexe actualisée relative à la liste des membres et compétences transférées, ainsi que l'article 2.2 relatif à la mission complémentaire de maîtrise d'œuvre ;
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour signer la présente délibération ainsi que toute pièce s'y rattachant,
- **MANDATE** Monsieur le Maire pour informer le Syndicat Eau47 de cette décision.

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

* * * * *

AMÉNAGEMENT URBAIN

Adressage – Dénominations de voies

Il appartient au Conseil Municipal de choisir par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du Conseil Municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L. 2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales : « Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

Il convient, pour faciliter le repérage, le travail des préposés et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, le déploiement de la fibre optique, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

Ce travail d'adressage est donc nécessaire afin d'assurer les missions de service public.

La majorité du travail d'adressage a été effectué durant l'été 2018. Pour ce qu'il en reste, la Commission Aménagement Urbain du 9 avril 2019 a validé ces nouvelles dénominations de voies :

- Rue Flandres Dunkerque 1940 (nomination et numérotation)
- Place la Gravisse (nomination) – Résidence la Gravisse
- Place Simone Veil (nomination) – Résidence Bernafort
- Impasse Rabelais (nomination) – ancienne rue Rabelais

Le Conseil municipal est appelé à accepter ces quatre nouvelles dénominations de voies.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **ACCEPTE** ces nouvelles dénominations de voie.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire.

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

ENFANCE / JEUNESSE

Demandes de subventions investissement CAF et MSA – Menuiseries de l'accueil périscolaire de l'école maternelle Jean Jaurès BP 2019 – ANNULE ET REMPLACE la délibération n°2019-04

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Le 5 février 2019, le Conseil municipal a été appelé à solliciter une aide auprès de nos partenaires pour le financement de la rénovation des menuiseries au sein du local de l'accueil périscolaire situé à l'école maternelle Jean Jaurès.

Le devis comprenait une seule menuiserie et le coût avait été estimé à 6 626.53 € HT (soit 7 951.84 € TTC).

Or, le local dédié à l'accueil périscolaire est composé de deux menuiseries. L'entreprise est revenue sur site pour estimer de nouveau le coût global de la dépense pour les menuiseries de l'accueil périscolaire, soit : 11 255.41 € HT (13 506.49 € TTC).

Les partenaires financiers ont été informés de cette erreur.

Aussi, le conseil municipal est appelé à approuver le nouveau plan de financement qui se présente ainsi qu'il suit :

- une subvention dans le cadre de l'aide à l'investissement auprès de la CAF 47 à hauteur de 50% du montant HT, soit un montant de 5 628 €,
- une subvention forfaitaire dans le cadre de l'aide à l'investissement auprès de la MSA 47 à hauteur de 3 366 €,
- un autofinancement prévisionnel à hauteur de 2 261.41 € HT (soit 4 512.49 € TTC).

**Vu l'exposé de monsieur le maire
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **APPROUVE** le plan de financement ci-dessous :

Dépenses		Recettes	
HT	11 255,41 €	CAF	5 628,00 €
		MSA	3 366,00 €
		Autofinancement communal	2 261,41 €
Total	11 255,41 €	Total	11 255,41 €

- **AUTORISE** le Maire à déposer la demande de subvention auprès de la CAF pour un montant de 5628 €,
- **AUTORISE** le Maire à déposer la demande de subvention auprès de la MSA pour un montant de 3366 €,
- **ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres,
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2019,
- **DIT** que la commune préfinance la TVA qu'elle récupèrera par le biais du FCTVA.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

* * * * *

FINANCES

Détermination des tarifs de la piscine municipale – Année 2019

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

La piscine municipale d'Aiguillon ouvre pour la saison estivale 2019 tous les jours du mardi 2 juillet au samedi 31 août 2019 inclus, pour tout public.

La piscine municipale sera ouverte aux régisseurs à compter du lundi 24 juin 2019 pour l'ouverture des comptes de la régie et jusqu'au vendredi 6 septembre 2019 pour la clôture des comptes de la régie.

Il est nécessaire de déterminer les tarifs d'entrée de la piscine municipale pour l'année 2019, ainsi que ceux des glaces et boissons proposés aux clients de l'établissement.
Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **FIXE** les tarifs d'entrée à la piscine municipale pour la saison estivale 2019 ainsi qu'il suit :

Entrées à la piscine municipale	<i>Tarifs 2019</i>
Entrée enfant pour les moins de 6 ans	Gratuit
Entrée enfant à partir de 6 ans ou jusqu'à 18 ans inclus (le ticket)	2,00 €
Entrée adulte (le ticket) à partir de 19 ans	2,50 €
Abonnement 10 tickets enfant à partir de 6 ans jusqu'à 18 ans inclus	15,00 €
Abonnement 20 tickets enfant à partir de 6 ans jusqu'à 18 ans inclus	20,00 €
Abonnement 10 tickets adulte à partir de 19 ans	20,00 €

- **FIXE** les tarifs des glaces vendues aux usagers de la piscine municipale pour la saison estivale 2019 comme suit :

Glaces	<i>Tarifs 2019</i>
Bâtonnets / Cornets	3,00 €
Glaces à l'eau	2,00 €

- **FIXE** les tarifs des boissons vendues aux usagers de la piscine municipale pour la saison 2019 comme suit :

Boissons	<i>Tarifs 2019</i>
Boissons en cannettes	2,50 €
Eau 50 cl	0,50 €

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

** * * * **

Monsieur le Maire propose de faire consigner des gobelets en plastique, dans un début de préservation de l'environnement. Il propose également de mettre au frais des pichets.

Madame Aymard demande si on a eu un retour du tribunal concernant notre contentieux. Monsieur le Maire lui répond que non toujours pas, et que la commune a fait un mémoire en défense. Il précise qu'en moyenne, les délais sont de plus de 18 mois, nous n'avons à ce jour que des accusés de réception.

Détermination des tarifs 2019 pour le camping municipal

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Le camping municipal d'Aiguillon « Le Vieux Moulin » ouvre pour la saison estivale 2019 tous les jours du mardi 2 juillet au samedi 31 août 2019 inclus, pour tout public.

Le camping municipal sera ouvert aux régisseurs à compter du lundi 24 juin 2019 pour l'ouverture des comptes de la régie et jusqu'au vendredi 6 septembre 2019 pour la clôture des comptes de la régie.

Il est nécessaire de déterminer les tarifs du camping municipal pour l'année 2019.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **FIXE** les tarifs pour le camping municipal à compter du 2 juillet 2019 ainsi qu'il suit :

Formules	Tarifs 2019 par nuit
Adultes (à partir de 13 ans)	2,65 €
Enfant (de 2 ans à 12 ans)	1,55 €
Enfant de – 2 ans	Gratuit
Emplacement + caravane + véhicule	5,45 €
Emplacement + camping-car	5,45 €
Emplacement + tente + véhicule	4,50 €
Emplacement + tente « à pied ou à vélo »	4,00 €
Tente supplémentaire	3,00 €
Voiture ou moto supplémentaire	3,00 €
Électricité forfait	3,15 €
Garage mort (emplacement occupé par du matériel et libre de ses occupants) avec électricité	5,00 €
Garage mort (emplacement occupé par du matériel et libre de ses occupants) sans électricité	2,00 €
Halte vidange + plein d'eau (sans stationnement)	3,30 €

- **PRECISE** que les recettes provenant de l'exploitation d'un terrain de camping municipal doivent être soumises à la TVA (article 256B du CG). Cependant dans la mesure où le chiffre d'affaires ne dépasse pas le seuil réglementaire, la franchise en base est applicable et dispense du paiement de la TVA.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

Madame Campoy demande si les jetons marchent toujours à la mairie. Monsieur le Maire lui répond que non, c'est désormais le gardien.

Madame Aymard demande si le garage mort est destiné aux caravanes à l'année. Monsieur le Maire lui répond que nous sommes en zone inondable, il n'est donc pas possible de laisser des véhicules à cet endroit à l'année.

RESSOURCES HUMAINES

Mise à jour du tableau des effectifs – Autorisations spéciales d'absences (A.S.A)

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la délibération du conseil municipal du 06 mars 2009 adoptant les modalités d'octroi des autorisations spéciales d'absence aux agents de la Mairie d'Aiguillon,

VU l'avis favorable du Comité Technique en date du 8 avril 2019.

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour le tableau des autorisations spéciales d'absence,

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que :

Les bénéficiaires sont les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public. Les agents contractuels de droit privé bénéficient d'autorisations spéciales d'absence prévues par le Code du Travail.

Les conditions d'octroi sont les suivantes :

- Elles sont distinctes des congés annuels,
- Les jours accordés sont décomptés au prorata du temps de travail,
- Les jours accordés sont considérés comme étant des jours ouvrés et consécutifs (sauf décès/obsèques et maladie très graves : jours éventuellement non consécutifs),
- Lorsqu'un événement ouvrant droit à une autorisation spéciale d'absence se produit pendant un arrêt pour maladie, cet événement ne peut être pris en compte pour prolonger la durée de l'arrêt en cause. Elle ne peut être reportée à une date postérieure à la reprise du travail,
- Une autorisation spéciale d'absence est accordée au moment de l'événement et ne peut être ni reportée ultérieurement, ni récupérée.

Monsieur le Maire précise qu'il est nécessaire d'arrêter la définition des délais de routes (ne peuvent excéder 48 heures aller-retour). La durée de l'absence peut être majorée de délais de route. Il est proposé, les délais de route suivants :

- Trajet aller + retour : inférieur à 300 km pas de délai de route
- Trajet aller + retour : de 300 km à 800 km 1 jour
- Trajet aller + retour : plus de 800 km 2 jours

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,**

24 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DÉCIDE** de retenir les autorisations spéciales d'absences telles que proposées dans le tableau annexé à la présente délibération,
- **APPLIQUE** les conditions d'octroi, délais de route tels que définis ci-dessus,
- **FIXE** la date d'effet à compter du 1^{er} juin 2019.
- **AUTORISE** l'autorité territoriale à accorder les autorisations spéciales d'absence aux agents de la Mairie d'Aiguillon, telles que proposées dans le tableau annexé à la présente délibération, en fonction des nécessités de service.

Publié le 06/05/2019
Visa Préfecture le 06/05/2019

* * * * *

ENFANCE - JEUNESSE

Adoption du montant de la bourse, du règlement intérieur et des modalités d'inscription du chantier jeune « Young and city zen »

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Lors de la séance du 5 février 2019, le conseil municipal a autorisé la commune à présenter une demande de subvention auprès de la CAF dans le cadre du dispositif « Chantier jeunes » pour l'année 2019.

Ce dispositif s'adresse à des jeunes âgés de 13 à 17 ans révolus et favorise la rencontre, les échanges et l'apprentissage de savoir-faire autour d'une action d'utilité collective et citoyenne.

Les jeunes participants bénéficient d'une bourse dont il convient de fixer le montant, et d'un accès à différentes activités, telles que l'accès gratuit à la piscine d'Aiguillon et à des séances de cinéma proposées par l'association « cinéma Confluent ».

Monsieur le Maire explique également que pour une bonne gestion de l'administration, il est impératif de mettre en place un règlement intérieur. De plus, il convient de présenter un dossier d'inscription qui sera à remplir par les candidats lors du recrutement.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **FIXE** le montant de la bourse versée à chaque jeune ou à son représentant légal pour sa participation au chantier jeune du 8 au 12 juillet 2019 à hauteur de 80 € maximum,
- **AUTORISE** la prise en charge par la commune, du 8 au 12 juillet 2019, d'une séance de cinéma par jour et par participant, organisée par l'association « Cinéma Confluent »,
- **AUTORISE** la prise en charge par la commune d'un abonnement d'un mois à la piscine municipale par participant au chantier jeune.
- **AUTORISE** la Commission « Enfance – Jeunesse » à statuer sur la sélection des candidats dans les conditions indiquées dans le règlement intérieur joint à la présente délibération,
- **VALIDE** le règlement intérieur tel que présenté en annexe n°2 à la présente délibération,
- **VALIDE** le dossier d'inscription tel que présenté en annexe n°3 à la présente délibération,
- **RAPPELE** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2019,
- **AUTORISE** le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à ce projet

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

Monsieur Sadir explique que le chantier se fera au niveau de l'école Jean Jaurès, il y a un petit jardin devant cette école qu'il faudra réaménager.

Monsieur le Maire ajoute qu'actuellement, il s'agit d'un espace un peu « libre ». Il précise qu'une publicité sera faite dans le Lycée pour permettre aux jeunes de s'inscrire.

Madame Aymard dit que dans certaines villes, ce chantier existe depuis plus de 15 ans et que les participants ont le droit à une sortie, ou autre chose. Monsieur le Maire répond que durant ces 5 jours, ils pourront bénéficier d'une place de cinéma et d'une entrée piscine par jour et par personne.

Madame Aymard dit qu'on pourrait mettre un abonnement piscine pour l'été. Monsieur le Maire répond qu'on va mettre un abonnement piscine d'un mois complet.

Madame Aymard dit qu'on pourrait aussi les briefer sur la bonne tenue à adopter à la piscine. Monsieur le Maire répond que nous n'avons pas non plus des jeunes délinquants.

Monsieur Pedurand dit qu'il n'a pas de problème avec la langue de Shakespeare, mais il se demande pourquoi ne pas avoir appelé directement ce projet Chantier Jeune. Monsieur le maire lui répond qu'étant un projet destiné aux jeunes, il y avait un jeu de mots avec « city-zen ».

FINANCES

Taxe foncière sur les propriétés non bâties – Exonération en faveur des terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique

Monsieur le Maire rappelle que la Commune d'Aiguillon bénéficie du label « Territoire Bio engagé » favorisant l'agriculture biologique respectueuse de l'environnement, du bien-être animal et de la biodiversité fondée sur l'harmonie entre les sols, les cultures et les animaux ainsi que sur la mise en œuvre de techniques modernes et innovantes.

La commune s'est ainsi engagée à promouvoir le développement de l'agriculture biologique ; l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains agricoles exploités selon le mode de production biologique répond à cette démarche.

La collectivité peut, en effet, exonérer pendant cinq ans, de la totalité de la part de taxe foncière sur les propriétés non bâties qui lui revient, les terrains agricoles exploités à compter du 1er janvier 2009 selon le mode de production biologique prévu au règlement (CE) n° 834 / 2007 du Conseil, du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n°2092/91.

L'exonération est applicable à compter de l'année qui suit celle au titre de laquelle une attestation d'engagement d'exploitation suivant le mode de production biologique a été délivrée pour la première fois par un organisme certificateur agréé.

Elle cesse définitivement de s'appliquer à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle les parcelles ne sont plus exploitées selon le mode de production biologique.

Propriétés non bâties susceptibles d'être exonérées :

Les propriétés non bâties classées dans les catégories suivantes définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908, peuvent bénéficier de cette exonération :

- 1° catégorie : Terres ;
- 2° catégorie : Prés et prairies naturels, herbages et pâturages ;
- 3° catégorie : Vergers et cultures fruitières d'arbres et arbustes, etc.
- 4° catégorie : Vignes ;
- 5° catégorie : Bois, aulnaies, saussaies, oseraies. etc. ;
- 6° catégorie : Landes, pâtis, bruyères, marais, terres vaines et vagues, etc. ;
- 8° catégorie : Lacs, étangs, mares, abreuvoirs, fontaines, etc. ; canaux non navigables et dépendances : salins, salines et marais salants ;
- 9° catégorie : Jardins autres que les jardins d'agrément et terrains affectés à la culture maraîchère, florale et d'ornementation, pépinières, etc.

Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré

26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **VOTE** l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terrains agricoles exploités selon le mode de production biologique telle qu'elle est prévue par l'article 1395 G du code général des impôts.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

* * * * *

Madame Aymard demande si cette exonération s'applique si les agriculteurs passent au bio. Monsieur le Maire lui répond qu'il faut qu'ils en fassent la demande.

Monsieur Girardi dit que le bio, c'est bien, mais c'est dommage que l'on ne fasse pas un geste envers les agriculteurs respectueux de l'environnement sans être forcément bio. Le bio n'est pas l'avenir de l'agriculture, il n'y a pas que le bio, on a beaucoup de difficulté à développer les exploitations bio dans les autres pays pour une histoire de réglementation. Il y a une publicité pour le bio, mais cela permet simplement aux grandes enseignes d'importer des produits bio. Le bio, ça permet d'évoluer, de prendre conscience dans notre département qu'on a des secteurs d'activité prospère, mais cette taxe sur les propriétés non bâties est complètement « bête ». Monsieur Girardi ajoute qu'il y a des producteurs bio, dont la plupart sont des agriculteurs convertis, ils savent ce que c'est que l'agriculture.

Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association « Les Majorettes du Confluent »

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Par courrier en date du 18 mars 2019, l'association « Les Majorettes du Confluent » nous a fait part de leur souhait de participer au festival organisé par « Les majo-dance de St Pons » qui se déroulera le 8 juin 2019 dans l'Hérault. Cela est l'occasion pour les jeunes Majorettes Aiguillonaises de présenter des nouvelles chorégraphies devant un public averti. Toutefois, le coût du transport s'élevant à plus de 1000€, l'association a sollicité la commune pour le versement d'une subvention exceptionnelle.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*25 voix pour (Mme FAURE faisant partie du bureau de l'association, son vote ne peut être pris en compte),
0 voix contre,
0 abstention,*

- **ACCEPTE** le versement d'une subvention exceptionnelle à l'association « Les Majorettes du Confluent » d'un montant de 500 €,
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2019,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

* * * * *

Madame Aymard dit qu'il faudra que l'association fasse un bilan de ce qu'il s'est passé. Monsieur le Maire répond qu'elles le font régulièrement par leurs représentations, que ce soit pour le carnaval, pour le 14 juillet, etc. Il s'affirme fervent défenseur de l'association des majorettes car elle répond à un besoin d'offre sur la commune, de service ou d'activité pour des personnes qui ne pourraient pas faire autre chose par exemple.

Madame Diouf confirme que l'association est accessible.

Convention de location de la Licence IV débit de boissons

Monsieur le Maire rappelle que la commune est propriétaire d'une Licence IV débit de boissons qu'elle a acquis en 2017. Il informe l'Assemblée que la SASU « Val d'Azuz », dont le siège social est situé « Château Lacaze », 281 route de Lacaze, Sainte Radegonde, 47190 Aiguillon, a sollicité par courrier en date du 15 avril 2019 la location de la Licence IV que possède la commune, dans le cadre d'un débit de boissons à consommer sur place et à détacher de l'activité restaurant.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de donner un avis favorable pour la location de la Licence IV dans le cadre d'un bail civil tel que présenté en annexe n°4.

La location de la Licence IV dans le cadre du bail civil ne pourra être effective qu'à la double condition de la justification par le preneur, d'une part, d'un titre lui permettant d'exploiter la Licence IV dans les conditions de l'article 504 du Code Général des Impôts, et d'autre part, de sa capacité d'exploitation de ladite Licence.

Le conseil municipal, Après en avoir délibéré,

*26 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

- **DONNE** un avis favorable pour la location de la Licence IV dans le cadre d'un bail civil tel que présenté en annexe n°4,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce à intervenir dans ce dossier.

Publié le 06/05/2019

Visa Préfecture le 06/05/2019

** * * * **

Monsieur Piazzon demande comment cela va se passer au niveau des associations, car au départ l'achat de cette Licence IV était destiné aux associations. Monsieur le Maire explique que depuis que la commune est en possession de cette Licence, en dehors d'une seule association, aucune n'en a fait la demande.

Monsieur Piazzon répond qu'il l'avait demandé pour le Bagasset, mais qu'elle n'était pas encore arrivée.

Madame Faure dit qu'elle l'avait demandé pour l'association des majorettes. Monsieur le Maire lui répond qu'elle l'avait demandé pour de la bière, la Licence IV n'était donc pas nécessaire. Il ajoute que les associations pourront toujours faire du débit de boisson mais pour de la bière et du vin. Le fait de vendre un alcool fort lors d'une fête peut avoir des conséquences, en terme de santé publique mais surtout de sécurité.

Monsieur Couret demande si un établissement privé peut donner une Licence IV. Monsieur le Maire dit qu'il faut se renseigner, mais qu'il peut la revendre.

Monsieur Piazzon dit qu'au niveau du contrat, il trouve que les articles sont un peu limités, notamment au niveau des résiliations. Il pose notamment la question de la fermeture administrative. Monsieur le Maire répond que s'il y a une fermeture administrative, le contrat s'arrête tout simplement.

Monsieur Piazzon dit qu'une fermeture administrative n'est pas forcément définitive, elle peut être de 15 jours simplement. Madame Aymard ajoute que si actuellement les propriétaires de l'établissement sont biens, ils peuvent en changer et donc cela peut changer la donne.

Monsieur Couret répond qu'il y a un préavis de 3 mois pour arrêter le contrat.

Monsieur Piazzon demande si dans le cas de perte de la Licence, il n'y a que l'éventualité où la licence n'est pas utilisée. Monsieur le Maire répond qu'il peut aussi y avoir l'interdiction d'exploiter qui fait perdre la licence.

Monsieur Piazzon dit que si l'on devait perdre la licence, on devrait mettre une clause disant que les locataires doivent payer la licence. Monsieur le Maire répond qu'on ne peut pas perdre l'exploitation de la licence, car la commune en est la propriétaire.

Monsieur le Maire explique que c'est à la fois pour conserver cette Licence IV que nous voulons la louer, mais aussi pour contrôler qui a la Licence, qui l'exploite. Il ajoute que sur un an, on ne prend pas de gros risques, qu'on s'est renseigné auprès de la Préfecture.

Monsieur Piazzon termine en disant que sur le contrat, nous ne prenons pas beaucoup de précautions.

Questions diverses

- Fête de la musique

Monsieur le Maire explique qu'il n'y aura pas de fête de la musique cette année sur Aiguillon, compte tenu du gala de danse. Monsieur Piazzon demande si l'année prochaine ça sera *bis repetita*. Monsieur le Maire répond que non, car le 21 juin sera un dimanche après-midi, donc ça sera faisable.

Madame Aymard dit que la fête de la musique c'est gratuit, alors il ne faut pas que le gala soit payant, c'est quelque chose de populaire.

Monsieur le Maire répond que cette année, cela tombe mal, contrairement aux autres communes on fait toujours attention que ça se fasse bien le 21 juin car il n'y a pas besoin de régler la SACEM, mais le 21 juin tombe le premier soir du gala de danse.

Monsieur Sadir demande combien coûte la SACEM. Monsieur le Maire répond que cela dépend, ça peut dépasser 1 000 euros. Monsieur Sadir dit qu'il faudrait se renseigner sur le prix, pour déplacer le jour de la fête de la musique afin d'en avoir une.

Madame Aymard dit qu'on pourrait mettre en place une navette pour permettre aux jeunes d'avoir une fête de la musique.

Monsieur Piazzon demande combien coûtait un groupe de musique. Madame Diouf répond que cela dépend.

Monsieur le Maire répond que la mairie est impliquée dans l'organisation du gala de danse.

Madame Aymard dit que cela peut venir de l'association des commerçants qui pourraient animer leur devant de porte.

Madame Diouf répond qu'en commission culture, on avait évoqué l'idée que ça puisse se faire au jardin public avec une scène ouverte, que des aiguillonnais pourraient investir, mais cela semble compliqué à mettre en place.

Monsieur le Maire dit qu'il ne faut pas oublier que cette année, il y aura 6 marchés nocturnes, ce qui fait 6 soirées musicales gratuites, un concert le 13 mai, sur 8 semaines ça fait 7 concerts.

Monsieur Piazzon répond que les aiguillonnais ont l'impression d'être lésés car ils ne vont pas spécialement au gala de danse, et qu'on leur supprime leur fête de la musique.

Monsieur le Maire répond qu'on manque de volontaire pour organiser.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 19h20.

* * * * *

Le Maire,

Le secrétaire, Monsieur SADIR

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne TREZEGUET DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION